

## Séance ordinaire du lundi 5 octobre 2020

**L'an deux mille-vingt et le cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

### **Protection de la population et tranquillité publique**

#### **Présents :**

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel ASLANIAN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

#### **Absents :**

## **Programme de Vidéoprotection Urbaine - Année 2020 - Approbation extension**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La politique de sécurité se construit au quotidien par la coordination et l'association d'un certain nombre d'acteurs, de services, de moyens matériels, et de technologies afin de répondre aux différents enjeux qui s'imposent à un territoire communal tel que Montpellier. Elle s'organise à partir d'un maillage territorial de caméra dédiées à la vidéoprotection.

Cette technologie s'affirme désormais comme un outil complémentaire à la gestion des espaces, des voiries, et des équipements publics.

Elle est mise en œuvre quotidiennement par un service répondant de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique, fonctionnant 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, en liaison permanente avec le Centre d'Information et de Commandement de la Police Nationale et le Centre Opérationnel de Commandement de la Police Municipale.

La Ville de Montpellier trouve aujourd'hui tout naturellement sa place dans les villes mobilisées au titre de la nouvelle doctrine de la Sécurité au Quotidien.

Par ailleurs, elle vient de s'engager à augmenter le délai de conservation des images de 8 à 30 jours, et dans un partenariat opérationnel avec la Police Nationale lors de manifestations à risques.

Au cours de l'année 2019, le Centre de Supervision Urbaine a traité 8 571 affaires donnant lieu à 5 966 interventions, 795 interpellations et 1 038 réquisitions d'images de la part des services de police ou de gendarmerie.

En outre, le Centre de Supervision Urbaine assure en permanence la surveillance en continu du tunnel de la Comédie, pour le compte de la Métropole, et contribue à la fluidité de la circulation par le biais de la vidéo verbalisation.

La continuité du développement, proposée à l'occasion de cette année 2020 répond d'un diagnostic partagé avec les services de la Direction Départementale de la Sécurité Publique, conforté des demandes formulées par les administrés.

C'est à partir de cet état des lieux que les choix d'installation ou de renforcement de la vidéo protection sont formulés.

Il est donc proposé, pour l'année 2020, l'approbation d'une extension du réseau de vidéo protection urbaine comprenant l'implantation de **12 nouvelles caméras** sur les secteurs et équipements suivants :

Secteur Mosson	Rue de l'Agenais
	Rue de l'Agathois
Equipements majeurs	BMX Park
	Bornes Einstein
	Gare Sud de France
Secteur Centre	Passerelle Caravettes / Berges du Lez
	Place Faulquier
	Rue Henri René / Rue Farges
	Place Carnot / Rue des Aiguerelles
	Rue Ernest Michel / Rue Carlencas
	Rue Philippe VI de Valois
	Angle Duguesclin-Baudin-Frenay

A ce jour et après approbation du programme 2020, le nombre de caméras sur l'espace public sera porté à 314.

Le budget inscrit pour cette opération d'extension s'élève à 200 000 €. Cette extension du parc de caméras fera l'objet d'une demande de subvention dans le cadre du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance (FIPD) auprès des services de l'Etat.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de valider le programme de vidéo protection urbaine 2020, à savoir l'implantation de 12 nouvelles caméras ;
- de valider la demande d'autorisation auprès de la Préfecture ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 901 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 45 voix

Contre : 19 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 14 octobre  
2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 15 octobre 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20201005-144747-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 15/10/20  
Réception en Préfecture : 15/10/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.